

Comment imaginer une autre politique des drogues ?

Le point de vue d'Infor-Drogues

22 décembre 2006

Introduction

Aujourd'hui, les drogues sont disponibles partout. Les produits proposés sont la plupart du temps fortement concentrés en principes actifs (plus « accrocheurs ») et peuvent être coupés de substances dangereuses. L'âge moyen de la première consommation diminue...

Si l'on fait le bilan des politiques menées en matière de drogues au cours des trois ou quatre dernières décennies, ce résultat est peu reluisant. C'est l'enlisement. Rassurons-nous, la situation n'est guère meilleure à l'étranger... Mais cela est-il vraiment rassurant ?

Prohibition, guerre à la drogue (alibi masquant, à peine, la guerre aux « drogués »), éradication sont les paradigmes fondateurs des politiques, tant mondiales que nationales, impulsées tambour battant par les USA. Malgré les échecs répétitifs et retentissants de ces politiques, les états persévèrent à faire toujours un peu plus de la même chose.

En tant qu'acteur de prévention, entre les deux alternatives qui seraient soit continuer de soutenir la poursuite de la politique actuelle ou soit courber l'échine sous le poids du défaitisme et nous résigner, nous vous proposons d'ouvrir la réflexion et le débat sur un futur autre. Un futur qui soit à la mesure de nos ambitions de citoyenneté libre et responsable dans un état démocratique. Un futur qui verrait s'inscrire des politiques et des approches dignes des principes démocratiques.

Ce dossier constitue un outil de travail pour les acteurs de la prévention et leurs publics. Il rassemble des propositions et des idées qui sont autant de pistes à explorer et à débattre. Sous les apparences du rêve et du « catalogue de bonnes intentions » ces propositions tentent toutes de ramener l'approche de la question des drogues sous l'angle de la raison et des valeurs démocratiques, pour réaliser une politique qui s'inscrive dans une perspective de prévention.

« Comment imaginer une autre politique des drogues ? »

Pour imaginer une autre politique, sortons du cadre. Rêvons un autre futur, mais un futur inscrit dans le réel c'est-à-dire dans un monde au sein duquel, qu'on le veuille ou non, les drogues existeront toujours. Un monde dans lequel les femmes et les hommes auront toujours, certains plus que d'autres, le désir ou le besoin de recourir à des substances psychoactives : à des fins hédoniques (la recherche du plaisir), spirituelles, d'automédication (soulagement du stress, de l'anxiété,...), pour oublier, etc.

Pour le futur, nous espérons une politique qui aide les citoyens, jeunes et adultes, à s'y retrouver et à faire face aux drogues de toutes sortes qui sont présentes dans notre société.

C'est-à-dire une politique qui inscrirait l'homme au centre de ses préoccupations, dans l'idéal démocratique et le respect des droits de l'homme.

Une politique qui serait moins inféodée aux diktats des USA et de ceux qui croient encore à la victoire possible de la "guerre contre la drogue". Une politique qui mettrait vraiment au premier plan la prévention et l'aide aux usagers de substances psychoactives en difficulté et non plus les pratiques actuelles de contrôle et de répression toujours plus renforcées au fil du temps.

Une politique qui ne ferait pas l'amalgame entre justice et santé, usage de drogues et menace de l'ordre public. Une politique qui agisse en amont (l'éducation, l'insertion, l'économie et les lois du marché, le logement, etc.) des problèmes plutôt que de réprimander et condamner ceux qui sont davantage victimes des systèmes en place et des dégâts de la société de consommation.

Une politique moins hypocrite qui regarderait la réalité en face et amènerait à prendre des responsabilités, par exemple, en autorisant la consommation de cannabis sous certaines conditions, tout en n'omettant pas de réglementer la disponibilité de la substance, sa qualité, etc. et en y associant de réels programmes d'information et de soutien.

Une politique qui réfléchirait sereinement à la pluralité des drogues légales (alcool, tabac, médicaments, solvants,...) et illégales (héroïne, cocaïne,...) et de leurs usages. Une politique qui se définirait, dès lors, de façon cohérente, réaliste et pragmatique.

Les lois

Pour le futur, nous espérons des lois claires et compréhensibles, qui aient du sens pour tout un chacun.

Des lois et des dispositifs juridiques qui, au lieu de renforcer le contrôle et la répression des populations supposées « à risque », stimuleraient leur participation et leur intégration.

Un système de lois qui garantirait l'ordre public sans pour autant porter atteinte aux libertés individuelles et qui cesserait d'inscrire l'usage des drogues dans un régime d'exception.

Une politique de lutte contre la criminalité qui n'alimenterait plus la surpopulation carcérale, elle-même terreau du recours massif aux drogues en prison et à sa sortie.

Les jeunes

Pour le futur, nous rêvons d'une société qui protégerait et émanciperait les jeunes. Qui leur apprenne à prendre soin d'eux-mêmes. D'une société dialoguant avec les jeunes, sans tabou ni hypocrisie y compris de la question des drogues. D'une société ne faisant pas l'impasse sur les avantages et les inconvénients de la prise de risques, ni sur les questions, certes complexes, qu'ils posent et qu'ils renvoient à tous et à chacun. D'une société qui reconnaisse dans la prise de risque - l'usage de drogues peut revêtir cet aspect -, un moyen pour les jeunes de se trouver et de grandir comme nous l'avons tous fait, chacun à notre manière.

D'une société qui écoute ses jeunes, leur donne de l'espace et leur offre des perspectives autrement folichonnes que celles d'être des outre-consommateurs exploités et sacrifiés aux lois du marché.

Une société au sein de laquelle la sécurité et l'éducation des jeunes reposent sur la rencontre d'adultes soucieux de les accompagner dans leur devenir plutôt que sur la prolifération de moyens de contrôle en tout genre qui ne visent que la gestion de flux, de groupes, d'individus en circulation dans l'espace public (dépistages, patrouilles et contrôles, caméras de surveillance et autres dispositifs de techno-sécurité).

L'éducation

Nous rêvons d'une école disposant des moyens nécessaires à l'éducation des jeunes, c'est-à-dire une éducation au monde dans lequel ils sont appelés à devenir des citoyens libres, responsables et critiques, capables de prise sur la société.

La santé des jeunes, physique et mentale, passe par cet apprentissage de la participation citoyenne mais aussi par la culture et le soutien de leur potentiel créatif.

Nous rêvons d'une école ouverte au monde, ce qui ne veut pas dire ouverte au "marché" ou objet de marchandisation, ni d'une école colonisée et régie par la police et les dispositifs de lutte contre la criminalité.

Nous rêvons d'une école respectueuse du bien-être des jeunes et du personnel scolaire, d'une école respectueuse de l'égalité des chances.

Les médias

Concernant les questions de drogues, nous rêvons de médias privilégiant l'analyse, la réflexion et la raison plutôt que l'émotion, la dramatisation et l'accumulation d'informations sans lien entre elles et souvent détachées de leur contexte.

Des médias participant à une réelle amélioration des connaissances du public et lui permettant dès lors davantage de prise sur ce sujet de société.

Pour le futur, nous souhaitons des médias qui fassent un travail de véritable contre-pouvoir plutôt que d'entretien d'opinion dominante. Des médias qui ne soient pas soumis aux diktats de la publicité et donc de la consommation et des multinationales.

Les parents

Dans le futur, nous rêvons d'une société qui donnerait davantage de moyens et de temps aux parents dans l'éducation de leurs enfants.

Une société lucide et perspicace - grâce à ses politiques, ses institutions, ses professionnels, ses médias, etc. - qui amènerait les parents à avoir davantage confiance en leurs capacités et davantage de sérénité face au phénomène des drogues et aux inquiétudes, légitimes, qu'il suscite.

La prévention

Pour le futur, nous rêvons d'une politique de prévention - socio-éducative et socio-sanitaire - qui dispose des moyens nécessaires à son efficacité.

Que ses acteurs et leurs champs d'intervention soient clairement définis afin d'éviter - notamment - les chocs néfastes et stériles d'interventions provenant d'horizons les plus divers (police, entreprises, sectes, etc.) qui contrecarrent et annulent les politiques préventives développées.

Que les moyens dégagés assurent le développement de politiques au long cours car l'éducation et la prévention si elles se pratiquent au quotidien ne portent leurs fruits qu'à moyen et long terme.

L'aide et le traitement

Dans le futur, nous rêvons d'une société au sein de laquelle les usagers de drogues, tant légales qu'illégalles, ne soient plus victimes de discrimination lorsqu'ils s'adressent aux services publics, notamment sociaux et de santé.

Nous savons que de plus en plus de personnes de tous âges recourent aux substances psychoactives (pensons à la question de la dépendance alcoolique) ce qui interpelle de plus en plus les services psycho-médico-sociaux. Nous espérons que les personnels concernés puissent bénéficier de formations appropriées leur permettant un meilleur accompagnement des personnes en difficulté avec ces substances.

Pour en finir...

Pour le futur, nous rêvons d'une société ne laissant pas le contrôle des drogues aux mafias avec le cortège de désagréments que l'on connaît (violence, criminalité, blanchiment d'argent, paradis fiscaux, financements occultes, corruption, etc.). Nous rêvons donc d'une société mature et intelligente, adoptant la réglementation des drogues pour mieux les contrôler plutôt qu'une société s'enfermant dans la politique actuelle de prohibition qui est un échec et cause elle-même de problèmes majeurs ; l'éducation et la prévention plutôt que la répression et les chasses aux sorcières.

Nous rêvons d'une société qui ne sacrifie pas ses enfants et ses citoyens aux lois impitoyables du marché et aux diktats d'une mondialisation non respectueuse de l'humain.

Autres publications d'Infor-Drogues

<p>1. Les outils concernant les drogues et les Médias</p> <ul style="list-style-type: none">• Cannabis dans les médias : attention aux équations simplistes !• Le cannabis dans les médias : un phénomène de société en quête d'objectivité et de débat.• Overdose d'info. Guérir des névroses médiatiques.• La cyberdépendance ou la dépendance à internet.• Et les médias créèrent le binge drinking.• Interdire la publicité pour l'alcool. Pourquoi ?• Quand les alcooliers « préviennent » leurs consommateurs. Un savoir-faire qui se déguste avec perplexité.• Les jeunes et l'alcool à travers deux exemples de J.T. : manipulation et dramatisation. <p>2. Les outils concernant les législations</p> <ul style="list-style-type: none">• L'alcool et les jeunes. Nouvelles règles, quelle efficacité ?• Drogue et circulation : la sécurité, oui ; l'injustice, non !• Le cannabis : permis ou interdit ? Des questions citoyennes.	<p>3. Les outils pour favoriser le dialogue et la déconstruction des clichés</p> <ul style="list-style-type: none">• Mini livre : « 35 idées reçues, le point de vue d'Infor-Drogues ».• Dix astuces de parents pour parler de la drogue avec ses enfants. • Affiches :<ul style="list-style-type: none">o Parler des drogues, ça peut donner envie ?o Pour savoir si une personne se drogue, le mieux est de faire un test d'urine ?o Quand on commence la drogue, on ne peut plus s'arrêter ?o Si la loi n'interdit plus les drogues, tout sera permis aux jeunes ?o On commence par un joint, on finit à l'héroïne ?o Il existe des signes pour reconnaître un drogué ?o Interdire la pub alcool ?o Les jeux multijoueurs sur internet, une nouvelle addiction ? • Au fait, la drogue, comment ça commence ?
--	--

Le service de documentation est ouvert à toute personne (étudiant, parent, journaliste, usager, professionnel, etc.). Plus de 6.000 livres, articles, revues, vidéos et outils, ont été recueillis depuis la création de l'association. Heures d'ouverture : du lundi au vendredi de 9 heures à 17 heures, rue du Marteau 19 à 1000 Bruxelles.



Infor-Drogues ASBL

Rue du Marteau 19
B-1000 Bruxelles

Administration : 02/227.52.60.

Courriel : courrier@infordrogues.be

Infor-Drogues est agréé par la Commission communautaire Française et subventionnée par la Fédération Wallonie-Bruxelles

